



Berlin Eco

NUMERO 2

© DG Trésor

5 février 2019

ACTUALITE ECONOMIQUE

CONTEXTE EUROPEEN ET INTERNATIONAL

A la suite de la visite du ministre des Finances O. Scholz en Chine le 18/01/2019, **une déclaration commune germano-chinoise** a été signée avec le vice-premier ministre chinois, Liu He, dans laquelle les deux ministres entendent renforcer notamment la coopération entre les superviseurs du secteur financier, développer le marché offshore du RMB ainsi que favoriser l'installation d'assureurs et de réassureurs chinois en Allemagne et inversement.

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Le 15 janvier, l'Office fédéral statistique allemand Destatis a présenté ses [estimations conjoncturelles \(provisoires\) pour l'année 2018](#). Modérément optimiste, il annonce un taux de croissance annuel du PIB de 1,5 %. Peu d'informations ont été données sur l'évaluation du dernier trimestre, particulièrement pertinentes compte tenu du troisième trimestre difficile (contraction de 0,2 % du PIB par rapport au trimestre précédent) ; **les représentants de l'agence ont néanmoins affirmé qu'une « légère reprise » avait eu lieu.**

Le ministère fédéral de l'Economie et de l'Energie a publié le 30 janvier son [rapport économique annuel pour 2019](#). Dans les projections pour l'année en cours, l'accent est mis sur les turbulences commerciales et politiques croissantes sur le plan mondial. Ces dernières sont citées comme raisons principales d'un **taux de croissance du PIB modeste attendu à 1,0%** pour 2019, après 1,5% en 2018. Malgré une projection revue fortement à la baisse (-0,8 point), le ministre fédéral P. Altmaier se montre relativement optimiste, insistant sur la possibilité de « prolonger les bonnes années » conjoncturelles, en prenant « les bonnes décisions pour continuer à stimuler la croissance », quitte à revoir l'estimation actuelle de croissance à la hausse par la suite.

Selon [Destatis](#), **les prix à la consommation ont progressé de 1,4% en janvier 2019** (sur un an, après 1,7% en décembre 2018) et de 0,8% par rapport au mois précédent. Le ralentissement sur un an des prix à la consommation est principalement dû à la chute du prix du pétrole.

POLITIQUE BUDGETAIRE

Les transferts dans le cadre de la péréquation financière entre Länder se sont élevés à près de 11,5 Md€ en 2018 (11,2 Md€ en 2017), selon le [ministère fédéral des Finances](#). La Bavière a constitué le plus gros contributeur (6,7 Md€), la ville-Etat de Berlin le plus gros bénéficiaire (4,4 Md€). **L'excédent budgétaire de l'ensemble des Länder s'est par ailleurs élevé à 15,7 Md€** pour l'année écoulée, contre 11,2 Md€ au niveau du Bund. La Bavière occupe la première position, avec un excédent de 4,2 Md€.



A l'échelle du Bund, le **ministre des Finances O. Scholz s'attend à un écart budgétaire à hauteur de 24,7 Md€ d'ici 2023**. Cela serait dû à une hausse substantielle des dépenses d'une part (réformes des pensions et de l'assurance maladie, protection climatique, sortie du charbon) et à une baisse des recettes fiscales d'autre part (ralentissement conjoncturel). Il appelle à établir des priorités dans les dépenses.

POLITIQUES SOCIALES

Le rapport économique annuel 2019 du gouvernement prévoit une progression de **l'emploi** moins soutenue en 2019 qu'en 2018 (+0,9% après +1,3%) liée à l'aggravation du manque de main d'œuvre dans un contexte néanmoins favorable d'intégration croissante d'immigrants sur le marché du travail. Le taux de chômage (en définition nationale) reculerait encore passant de 5,2% en 2018 à 4,9% en 2019. Le gouvernement prévoit que la baisse des cotisations sociales et les allègements fiscaux entrés en vigueur en début d'année renforceront la hausse des **salaires** conventionnels négociée en 2018 et permettront une croissance des salaires nets plus forte (+3,7%) que celle des salaires bruts (+3,1%).

Selon de premières estimations de Destatis, la **population** aurait augmenté en Allemagne l'an passé d'environ 200 000 personnes pour atteindre 83,0 millions fin 2018. Cette progression s'appuie sur un solde migratoire positif (estimé entre +340 000 et +380 000) néanmoins en recul (+416 000 en 2017). Le solde naturel reste négatif en 2018 (estimé entre -150 000 et -180 000, après -147 000 en 2017) avec un nombre de naissances (entre 785 000 et 805 000, après 785 000 en 2017) bien inférieur à celui des décès (950 000 à 970 000 contre 932 000 en 2017).

La chancelière a vivement critiqué hier devant la presse le plan du ministre Hubertus Heil (SPD) en faveur d'une « **retraite de base** » **supérieure au minimum social** pour les personnes ayant travaillé au moins 35 ans. Contrairement à ce qui est prévu à l'accord de coalition, elle serait versée sans conditions de revenus ; trois à quatre millions de personnes y seraient éligibles (contre 200 000 initialement estimé). Les coûts annuels sont estimés entre 4 et 6 Md€ par le BMF.

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

Deutsche Börse compte mettre en place d'ici mi-2019 une plateforme basée sur la technologie *blockchain* pour le prêt de titres (pour des actifs liquides de haute qualité, *HQLA*), en coopération avec l'entreprise luxembourgeoise HQLAX.

REGULATION FINANCIERE

La Bundesbank critique dans son rapport mensuel les effets de la **nouvelle règle comptable IFRS9** qui laisserait trop de marge de manœuvre dans le calcul des pertes potentielles sur les portefeuilles de prêts. Selon les calculs de la banque centrale, le ratio de fonds propres de base des établissements de crédit appliquant IFRS a baissé ainsi de 11 points de base.

BANQUES ET ASSURANCES

Les actionnaires de **NordLB** (majoritairement le Land et les caisses d'épargne de Basse-Saxe) ont décidé de s'appuyer sur des financements du Land et du secteur des caisses d'épargne/Landesbanken plutôt que sur des capitaux privés pour renforcer les fonds propres de la banque (cf. BE 1/2019). Selon des informations provisoires, le Land de Basse-Saxe contribuerait à la recapitalisation à hauteur de 1,5 Md€ via une société de participation bénéficiant d'une garantie du Land. 1,2 Md€ supplémentaire proviendrait pour un tiers des caisses d'épargne sociétaires de NordLB, pour un tiers du fonds de soutien de l'ensemble des caisses d'épargne allemandes et, pour le dernier tiers, du fonds de soutien des Landesbanken. NordLB



se concerterait étroitement avec les autorités de surveillance et la Commission européenne dans l'objectif affiché d'éviter une procédure d'aides d'Etat. Le bilan de la banque devrait passer de 155 Md€ à environ 100 Md€ d'ici 5 à 6 ans et la réduction de personnel devrait dépasser les 1 250 emplois prévus d'ici fin 2020. La banque a déclaré vouloir éliminer la majeure part de ses actifs maritimes non performants (7,3Md€ au 30 septembre 2018) d'ici la fin de l'année. Un portefeuille d'actifs maritimes comprenant environ 2,4 Md€ de NPL serait sur le point d'être vendu au fonds d'investissement Cerberus. La banque annonce une perte annuelle après impôts d'environ 2,7 Md€ en 2018 en raison de provisions pour risques d'un montant de 2,5 Md€.

Selon des données provisoires, **Deutsche Bank** obtient le premier résultat net positif de ses quatre dernières années (+341 M€ contre -735 M€ en 2017 et +1,3 Md€ contre +1,2 Md€ en ce qui concerne le résultat avant impôts) en dépit d'un 4^e trimestre négatif. Son produit net bancaire s'élève à 25,3 Md€ (- 4% par rapport à 2018), tandis que ses frais généraux (22,8 Md€) sont inférieurs à l'objectif de 23 Md€ qu'elle s'était fixé. Tandis que le ministère fédéral des finances agirait en faveur d'une fusion Deutsche Bank/Commerzbank, le ministre fédéral de l'économie l'aurait inscrite sur la liste des entreprises à protéger de son projet « stratégie industrielle 2030 ».

DWS (filiale de Deutsche Bank) et BNP Paribas ont mis fin au projet qui avait fait l'objet en juin dernier d'un accord préliminaire : DWS ne confiera finalement pas à BNP Securities Services l'administration et la conservation de 240 Md€ d'actifs placés en Allemagne et au Luxembourg (cf. BE 12/2018). BNP, leader sur le marché allemand en tant que banque gestionnaire de titres et offrant des services de tenue de compte-conservation de titres, aurait ainsi pu creuser l'écart avec ses concurrents State Street et DZ Bank.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et
Laurence Rambert
Revu par : Catherine Rozan

Version du 5 février 2019